

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2001 — 2508

[C — 2001/29410]

19 JUILLET 2001. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution du décret du 14 juin 2001 relatif au programme de travaux de première nécessité en faveur des bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire organisés ou subventionnés par la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 14 juin 2001 relatif au programme de travaux de première nécessité en faveur des bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire organisés ou subventionnés par la Communauté française, notamment les articles 3, alinéa 2, 4, alinéas 2 et 9, alinéa 2;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 3 juillet 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 12 juillet 2001;

Vu l'urgence motivée par la nécessité de permettre aux établissements scolaires de bénéficier dès que possible de l'intervention financière de la Communauté française prévue par le programme de travaux de première nécessité;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 18 juillet 2001, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique et du Ministre de l'Enfance, chargé du programme d'urgence pour les bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire organisé ou subventionné par la Communauté française;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 2001,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o « décret », le décret du 14 juin 2001 relatif au programme de travaux de première nécessité en faveur de bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire organisés ou subventionnés par la Communauté française;

2^o « implantation », un ou plusieurs bâtiments, y compris les accès, destiné(s) à l'activité d'enseignement d'un ou plusieurs établissements scolaires d'un même niveau d'enseignement situé(s) sur une ou plusieurs parcelles cadastrales contiguës appartenant au même pouvoir organisateur ou à plusieurs pouvoirs organisateurs d'un même enseignement tel que mentionné à l'article 5 du décret ou à la même société publique d'administration de bâtiments scolaires, qu'il ou elle soit propriétaire ou titulaire d'un droit réel lui garantissant la jouissance du ou des bien(s) pendant trente ans au moins. Si plusieurs pouvoirs organisateurs sont concernés par une même demande de subvention, ils introduisent une seule demande conjointe.

Art. 2. Dans le cadre de l'application de la première priorité visée à l'article 3, 1^o, du décret, peuvent faire l'objet d'une intervention financière de la Communauté française, les travaux et fournitures qui visent à atteindre un des objectifs suivants :

1^o garantir l'occupation des bâtiments par des travaux nécessaires à la résolution de problèmes relatifs à une dégradation ou une déficience physique affectant la stabilité des éléments porteurs et/ou des structures des bâtiments et, notamment, des fondations, des murs, des poteaux ou colonnes, des planchers, des charpentes;

2^o garantir la sauvegarde et/ou la conservation du patrimoine par des travaux nécessaires à la résolution de problèmes liés à des infiltrations d'eau et/ou à l'humidité et, notamment :

a) la remise en état ou le remplacement de couvertures de toiture, de chéneaux, de gouttières, d'évacuations d'eau pluviale, de la zinguerie, de lanterneaux, de coupoles, de verrières;

b) l'assainissement et la remise en état des éléments (murs, sols, plafonds, façades) ayant subi des détériorations suite à l'action de l'humidité ou d'infiltrations d'eau (en ce compris moisissure et champignons);

c) le remplacement des châssis irréparables;

3^o protéger les bâtiments contre les risques d'incendie et garantir la sécurité des occupants et des tiers par des travaux nécessaires pour :

a) doter les bâtiments de moyens de détection et de prévention en matière d'incendie;

b) assurer l'évacuation rapide des occupants (notamment issues de secours, escaliers de secours);

c) assurer le compartimentage des bâtiments et leur équipement en moyens de lutte efficace contre l'incendie;

d) assurer la mise en conformité des installations électriques;

e) assurer la mise en conformité des chaufferies (notamment ventilation, conduits de fumée, porte R.F., extincteur automatique);

f) assurer la sécurité des accès sur le domaine scolaire;

g) remédier à toute situation liée à des conditions de travail dangereuses, en particulier dans les locaux à risques;

h) remédier à toute situation entraînant l'élimination obligatoire de produits ou de matériaux dangereux.

Ces travaux doivent répondre aux exigences que le service d'incendie consigne dans son rapport, dont un exemplaire est joint à la demande d'intervention financière;

4° assurer la sécurité des élèves au sein de l'implantation concernée par des travaux visant le remplacement du recouvrement de surfaces d'endroits de passage, d'activité scolaire ou de récréation à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments présentant pour les élèves un caractère dangereux du fait de leur dégradation.

Art. 3. Dans le cadre de l'application de la deuxième priorité visée à l'article 3, 2°, du décret, peuvent faire l'objet d'une intervention financière de la Communauté française les travaux et fournitures qui visent à remédier aux problèmes liés à :

- a) la présence de matériaux, contenant de l'asbeste ou fabriqués à base d'asbeste, utilisés à l'intérieur des bâtiments;
- b) la présence d'askarel ou équivalent utilisé comme isolant des transformateurs équipant les installations électriques situées à l'intérieur ou à proximité de bâtiments;
- c) l'épuration des eaux.

Les travaux visant l'épuration des eaux concernent exclusivement l'installation d'une unité d'épuration individuelle, en cas d'impossibilité de raccordement à l'égout.

Art. 4. Dans le cadre de l'application de la troisième priorité visée à l'article 3, 3°, du décret, peuvent faire l'objet d'une intervention financière de la Communauté française les travaux et fourniture qui visent à atteindre un des objectifs suivants :

- 1° l'amélioration ou le remplacement en tout ou en partie d'installations sanitaires existantes;
- 2° la création de nouvelles installations sanitaires à l'intérieur d'un bâtiment existant;
- 3° la construction nouvelle d'un bloc sanitaire;
- 4° le remplacement en tout ou en partie d'une installation de chauffage;
- 5° le placement ou le remplacement de dispositifs d'isolation thermique visant à réaliser des économies sur les matières et les coûts liés à la production d'énergie. Ces travaux visent, notamment, l'utilisation du double vitrage.

Art. 5. Dans le cadre de l'application de la quatrième priorité visée à l'article 3, 4°, du décret, peuvent faire l'objet d'une intervention financière de la Communauté française, les travaux et fournitures nécessaires à l'amélioration de l'accessibilité externe des bâtiments, ainsi qu'à l'amélioration de la circulation interne.

Art. 6. Les priorités définies à l'article 3 du décret sont prises en compte selon les modalités suivantes:

- 1° chaque demande d'intervention ne peut viser qu'un seul type de priorité;
- 2° la Cellule ne peut rendre des avis favorables que dans les hypothèses suivantes et dans la limite des crédits déterminés à l'article 5 du décret :
 - a) au cours des deux premiers mois de l'année : pour les demandes d'intervention relatives à la première priorité;
 - b) au cours des troisième et quatrième mois de l'année : d'abord pour les demandes d'intervention relatives à la première priorité et, ensuite, dans la limite des crédits budgétaires, pour les demandes d'intervention relatives à la deuxième priorité;
 - c) au cours des cinquième et sixième mois de l'année : d'abord pour les demandes d'intervention relatives à la première priorité et, ensuite, dans la limite des crédits budgétaires, pour les demandes d'intervention relatives à la deuxième priorité, et, après, pour les demandes relatives à la troisième priorité;
 - d) au cours des six derniers mois de l'année : d'abord pour les demandes d'intervention relatives à la première priorité et, ensuite, dans la limite des crédits budgétaires, pour les demandes d'intervention relatives à la deuxième priorité, après pour les demandes relatives à la troisième priorité et, enfin, pour les demandes relatives à la quatrième priorité.

En toute occurrence, le montant global correspondant aux avis favorables rendus avant le 1^{er} septembre de chaque année est inférieur d'au moins 50 millions de francs, soit 1 239 467,62 million d'euros, aux crédits affectés pour l'année en cours au Programme de travaux de première nécessité.

Art. 7. En application de l'article 4 du décret, le pouvoir organisateur ou la société publique d'administration des bâtiments scolaires introduit, par lettre recommandée à la poste, une demande officielle d'intervention financière du programme de travaux de première nécessité auprès du Ministère de la Communauté française, Administration générale de l'Infrastructure, Programme de Travaux de Première Nécessité (PTPN), boulevard Léopold II 44, 1080 Bruxelles.

Cette demande officielle peut être précédée d'une demande d'avis d'opportunité, présentée sous la forme d'une note d'intention accompagnée, le cas échéant, d'une esquisse, d'un avant-projet ou d'un projet.

La demande officielle d'intervention financière du Programme de travaux de première nécessité est présentée avec le dossier complet relatif à l'offre de prix, comprenant notamment l'ensemble des offres et la proposition motivée d'attribution du marché, que le Pouvoir organisateur ou la Société publique d'administration des Bâtiments scolaires se propose de retenir pour l'exécution des travaux. Elle est accompagnée, si elles n'ont pas été fournies lors de la demande d'avis d'opportunité, des pièces justificatives suivantes :

— la preuve qu'il dispose d'un titre portant sur la pleine propriété du bâtiment ou de la partie de bâtiment concerné par la subvention, sous la forme d'une attestation du Receveur de l'Enregistrement et des Domaines ou de tout autre document probant enregistré;

— ou la preuve qu'il dispose d'un droit réel lui garantissant la jouissance du bien pendant trente ans au moins, sous forme de bail emphytéotique enregistré ou de tout autre document probant enregistré.

Art. 8. Toute demande d'avis d'opportunité est enregistrée et transmise sans délai à la Cellule du programme de travaux de première nécessité. Celle-ci analyse les travaux projetés par le demandeur et lui signale dans un délai de 30 jours calendrier et de manière circonstanciée s'ils sont susceptibles de faire l'objet d'une intervention financière dans le cadre du programme de travaux de première nécessité.

Toute demande officielle est enregistrée et transmise sans délai à la Cellule du Programme de travaux de première nécessité. Celle-ci rend un avis circonstancié sur l'intervention financière sollicitée dans un délai de 35 jours calendrier dans le cas des marchés passés par procédure négociée et de 60 jours calendrier dans le cas des marchés par adjudication ou appel d'offres et transmet immédiatement cet avis au Ministre compétent pour le programme des travaux de première nécessité. Le Ministre décide de l'intervention financière de la Communauté française tout en en précisant les modalités conformément à l'article 10, § 2, du décret. La décision du Ministre est notifiée au demandeur.

Le Gouvernement met à la disposition de la Cellule des agents de ses services réunis au sein d'un groupe transversal permanent aux trois services des infrastructures scolaires organisés au sein de l'administration de l'infrastructure.

Art. 9. Outre le coût des travaux répondant au prescrit du programme des travaux de première nécessité, le montant total de l'investissement subsidiable comprend aussi la T.V.A. et les frais généraux limités à 8 % maximum. Par frais généraux, il faut entendre les honoraires des architectes, des ingénieurs conseils et des experts des bureaux d'études, ainsi que les frais engendrés par l'application de l'arrêté royal du 25 janvier 2001 relatif aux chantiers temporaires ou mobiles.

Tout dépassement du montant de l'investissement ayant déterminé les montants des interventions financières définies à l'article 6, alinéas 1 et 2, du décret est mis à charge du pouvoir organisateur ou de la société publique d'administration des bâtiments scolaires.

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le 19 juillet 2001.

Art. 11. Le Ministre ayant le programme d'urgence pour les bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire organisé ou subventionné par la Communauté française dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 19 juillet 2001.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de la Fonction publique,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, chargé du programme d'Urgence
pour les Bâtiments scolaires de l'Enseignement fondamental et de l'Enseignement secondaire
organisé ou subventionné par la Communauté française
J.-M. NOLLET

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2001 — 2508

[C — 2001/29410]

19 JULI 2001. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende uitvoering van het decreet van 14 juni 2001 betreffende het programma voor dringende werken aan de schoolgebouwen van het basis- en secundair onderwijs dat wordt ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 14 juni 2001 betreffende het programma voor dringende werken aan de schoolgebouwen van het basis- en secundair onderwijs dat wordt ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, inzonderheid op de artikelen 3, lid 2, 4, lid 2, en 9, lid 2;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 3 juni 2001;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 12 juli 2001;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid de schoolinrichtingen de mogelijkheid te verschaffen om de tegemoetkoming van de Franse Gemeenschap bedoeld bij het programma voor dringende werken zo vroeg mogelijk te genieten;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 18 juli 2001, met toepassing van artikel 84, lid 1, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de minister van Ambtenarenzaken en van de Minister van Kinderwelzijn, belast met het urgentieprogramma voor de schoolgebouwen van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs dat door de Franse Gemeenschap wordt georganiseerd of gesubsidieerd;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 juli 2001,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit, wordt verstaan onder :

1° « decreet », het decreet van 14 juni 2001 betreffende het programma voor dringende werken aan de schoolgebouwen van het basis- en secundair onderwijs dat wordt ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

2° « vestigingsplaats », één of meer gebouwen, met inbegrip van de toegangsplaatsen, bestemd voor de onderwijsactiviteit van één of meer schoolinrichtingen van hetzelfde onderwijsniveau, gelegen op één of meer aangrenzende kadastrale percelen, die ressorteren onder dezelfde inrichtende macht of onder verschillende inrichtende machten van hetzelfde onderwijs zoals bedoeld in artikel 5 van het decreet of onder dezelfde maatschappij voor het beheer van de schoolgebouwen, ongeacht of zij eigenares of houdster is van een zakelijk recht dat haar het genot van het goed of de goederen gedurende ten minste dertig jaar verleent. Indien dezelfde subsidieaanvraag betrekking heeft op verschillende inrichtende machten, dienen zij één enkele gezamenlijke aanvraag in.

Art. 2. In het kader van de toepassing van de eerste prioriteit bedoeld in artikel 3, 1° van het decreet, kunnen voor een financiële tegemoetkoming van de Franse Gemeenschap in aanmerking komen, de werkzaamheden en leveringen die één van de volgende doelstellingen hebben :

1° de bezetting van de gebouwen mogelijk maken door werken die noodzakelijk zijn voor de oplossing van problemen in verband met een beschadiging of een gebrek waarbij de stabiliteit van de draagbestanddelen en/of de structuren van de gebouwen in het gedrang komen, inzonderheid van de fundering, de muren, de palen of kolommen, de vloer, het geraamte;

2° de bewaring en/of het onderhoud van het patrimonium mogelijk maken door werken die noodzakelijk zijn voor de oplossing van problemen in verband met infiltraties en/of vocht, inzonderheid :

a) de herstelling of de vervanging van dakbedekking, dakgoten, goten voor afvoer van regenwater, zinkwerk, daklantaarns, koepels, glaswerk;

b) de sanering en de herstelling van bestanddelen (muren, vloer, zoldering, gevels) die werden beschadigd door vocht of infiltraties (met inbegrip van schimmel en zwam);

c) de vervanging van onherstelbare ramen;

3° de gebouwen beschermen tegen de brandrisico's en zorgen voor de veiligheid van de bewoners en de derden door werken die noodzakelijk zijn om :

a) de gebouwen te voorzien van middelen voor brandmelding en -beveiliging;

b) de snelle ontruiming van de bewoners te verzekeren (inzonderheid nooduitgangen, noodtrappen);

c) te voorzien in de compartimentering van de gebouwen en hun uitrusting inzake doeltreffende brandbestrijding;

d) ervoor te zorgen dat de elektrische installaties in overeenstemming zijn met de voorschriften terzake;

e) ervoor te zorgen dat de stookplaatsen in overeenstemming zijn met de voorschriften terzake (inzonderheid ventilatie, rookkanalen, brandvrije deuren, automatische blusser);

f) de veiligheid van de toegangsplaatsen op het schooldomein te verzekeren;

g) iedere situatie te verhelpen in verband met gevaarlijke arbeidsomstandigheden, inzonderheid in de risicolokalen;

h) iedere situatie te verhelpen waarbij gevaarlijke producten of materialen zullen worden verwijderd.

Die werken moeten beantwoorden aan de vereisten die in het verslag van de brandweerdienst zijn vervat, waarvan één exemplaar gevoegd wordt bij de aanvraag om financiële tegemoetkoming;

4° de veiligheid van de leerlingen te verzekeren binnen de vestigingsplaatsen waarin werken aan de gang zijn voor de vervanging van de bedekking van oppervlakten van plaatsen voor doorgang, schoolactiviteiten of recreatie binnen en buiten de gebouwen die voor de leerlingen gevaarlijk kunnen zijn als gevolg van het feit dat zij beschadigd zijn.

Art. 3. In het kader van de toepassing van de tweede prioriteit bedoeld in artikel 3, 2°, van het decreet, kunnen in aanmerking komen voor een financiële tegemoetkoming van de Franse Gemeenschap, de werken en leveringen die tot doel hebben een oplossing te bieden aan de problemen in verband met :

a) het voorhanden-zijn van materialen die van asbest of op grond van asbest vervaardigd zijn en die binnen de gebouwen worden gebruikt;

b) het voorhanden-zijn van askarel of ermee gelijkgesteld, dat wordt gebruikt als isolatiemateriaal voor de transformatoren waarmee de elektrische installaties die gelegen zijn binnen of in de nabijheid van gebouwen, uitgerust zijn;

c) waterzuivering.

De werken voor waterzuivering hebben uitsluitend betrekking op de installatie van een eenheid voor individuele zuivering, ingeval geen aansluiting met de riolering mogelijk is.

Art. 4. In het kader van de toepassing van de derde prioriteit bedoeld in artikel 3, 3°, van het decreet, kunnen in aanmerking komen voor de financiële tegemoetkoming van de Franse Gemeenschap, de werken en leveringen die één van de volgende doelstellingen hebben :

1° de gehele of gedeeltelijke verbetering of vervanging van bestaande sanitaire installaties;

2° de oprichting van nieuwe sanitaire installaties binnen een bestaand gebouw;

3° de nieuwe bouw van een sanitair blok;

4° de gehele of gedeeltelijke vervanging van een verwarmingsinstallatie;

5° de installatie of de vervanging van voorzieningen voor thermische isolatie met het oog op besparingen op de stoffen en de kosten in verband met energieproductie. Die werken hebben inzonderheid betrekking op het gebruik van dubbelglasramen.

Art. 5. In het kader van de toepassing van de vierde prioriteit bedoeld in artikel 3, 4°, van het decreet, kunnen in aanmerking komen voor de financiële tegemoetkoming van de Franse Gemeenschap, de werken en leveringen voor de verbetering van de externe toegankelijkheid van de gebouwen, alsook de verbetering van het interne verkeer.

Art. 6. De prioriteiten bedoeld in artikel 3 van het decreet worden in aanmerking genomen volgens de volgende nader te bepalen regels :

1° elke aanvraag om tegemoetkoming kan alleen op één enkel type prioriteit betrekking hebben;

2° de Cel kan alleen gunstige adviezen uitbrengen in de volgende hypothesen en binnen de in artikel 5 van het decreet bepaalde kredieten :

a) in de loop van de eerste twee maanden van het jaar : voor de aanvragen om tegemoetkoming betreffende de eerste prioriteit;

b) in de loop van de derde en vierde maanden van het jaar : eerst, voor de aanvragen om tegemoetkoming betreffende de eerste prioriteit en, vervolgens, binnen de perken van de begrotingskredieten, voor de aanvragen om tegemoetkoming betreffende de tweede prioriteit;

c) in de loop van de vijfde en zesde maanden van het jaar : eerst, voor de aanvragen om tegemoetkoming betreffende de eerste prioriteit en, vervolgens, binnen de perken van de begrotingskredieten, voor de aanvragen om tegemoetkoming betreffende de tweede prioriteit, en, nadien, voor de aanvragen betreffende de derde prioriteit;

d) in de loop van de zes laatste maanden van het jaar : eerst, voor de aanvragen om tegemoetkoming betreffende de eerste prioriteit en, vervolgens, binnen de perken van de begrotingskredieten, voor de aanvragen om tegemoetkoming betreffende de tweede prioriteit, dan voor de aanvragen betreffende de derde prioriteit en, tenslotte, voor de aanvragen betreffende de vierde prioriteit.

In elk geval is het totale bedrag dat met de vóór 1 september van elk jaar uitgebrachte gunstige adviezen overeenstemt, lager met ten minste 50 miljoen frank, dit is 1 239 467,62 miljoen euro, dan de kredieten die voor het lopende jaar bestemd zijn voor het Programma voor dringende werken.

Art. 7. Met toepassing van artikel 4 van het decreet, dient de inrichtende macht of de openbare maatschappij voor het beheer van de schoolgebouwen, bij een ter post aangetekend schrijven, een officiële aanvraag om financiële tegemoetkoming van het programma voor dringende werken bij het Ministerie van de Franse Gemeenschap in : Algemeen Bestuur Infrastructuur, Programma voor Dringende Werken, Leopold II-laan 44, 1080 Brussel.

Die officiële aanvraag kan voorafgegaan worden door een aanvraag om opportuniteitsadvies, voorgesteld in de vorm van een intentienota, waarbij, in voorkomend geval, een schets, een voorontwerp of een ontwerp worden gevoegd.

De officiële aanvraag om financiële tegemoetkoming van het Programma voor dringende werken wordt voorgesteld met het volledige dossier over de prijsofferte, waarin het geheel van de offertes en het met redenen omkleed voorstel tot aanbesteding van de opdracht, dat de inrichtende macht of de openbare maatschappij voor het beheer van de schoolgebouwen zich voorneemt in aanmerking te nemen voor de uitvoering van de werken. Indien de hiernavolgende bewijsstukken niet naar aanleiding van de indiening van de aanvraag om opportuniteitsadvies werden medegedeeld, wordt zij samen met die stukken ingediend :

— het bewijs dat zij beschikt over een bewijs betreffende de volle eigendom van het gebouw of van het deel van het gebouw waarop de subsidie betrekking heeft, in de vorm van een attest van de Ontvanger van Registratie en Domeinen of van elk ander geregistreerd bewijsstuk;

— of het bewijs dat zij beschikt over een zakelijk recht dat haar het genot van het goed gedurende ten minste dertig jaar waarborgt, in de vorm van een geregistreerd erfpacht of van elk ander geregistreerd bewijsstuk.

Art. 8. Elke aanvraag om opportuniteitsadvies wordt geregistreerd en zonder verwijl overgezonden aan de Cel voor de programmatie van de dringende werken. Die onderzoekt de werken die door de aanvrager worden gepland en deelt hem binnen een termijn van 30 kalenderdagen op een omstandige wijze mede of zij in aanmerking kunnen komen voor een financiële tegemoetkoming in het kader van het programma voor dringende werken.

Elke officiële aanvraag wordt geregistreerd en zonder verwijl overgezonden aan de cel voor de programmatie van de werken voor de dringende werken. Deze brengt een omstandig advies uit over de aangevraagde financiële tegemoetkoming binnen een termijn van 35 kalenderdagen in het kader van de opdrachten die bij onderhandelings-procedure worden gegund en van 60 kalenderdagen voor de opdrachten die bij aanbesteding of bij offerteaanvraag worden gegund en zendt dat advies over aan de Minister die bevoegd is voor het programma voor dringende werken. De Minister beslist over de financiële tegemoetkoming van de Franse Gemeenschap en bepaalt meteen de nadere regels overeenkomstig artikel 10, § 2, van het decreet. Van de beslissing van de Minister wordt aan de aanvrager kennis gegeven.

De Regering stelt de Cel personeelsleden ter beschikking uit haar diensten die samen zitting houden binnen een permanente transversale groep voor de drie schoolinfrastructuurdiensten die binnen de administratie voor infrastructuur georganiseerd zijn.

Art. 9. Naast de kosten voor de werken die beantwoorden aan de voorschriften van het programma voor dringende werken, omvat het totaal bedrag van de subsidieerbare investering ook de BTW en de algemene kosten, beperkt tot maximaal 8 %. Onder algemene kosten dient te worden verstaan, de erelonen van de architecten, de raadgevende ingenieurs en de deskundigen van studiebureaus, alsook de kosten voortvloeiend uit de toepassing van het koninklijk besluit van 25 januari 2001 betreffende de tijdelijke of mobiele bouwplaatsen.

Elke overschrijding van het bedrag van de investering dat de bedragen van de financiële tegemoetkoming bedoeld in artikel 6, leden 1 en 2, van het decreet wordt ten laste gelegd van de inrichtende macht of van de openbare maatschappij voor het beheer van de schoolgebouwen.

Art. 10. Dit besluit treedt in werking op 19 juli 2001.

Art. 11. De Minister tot wiens bevoegdheid het urgentieprogramma voor de schoolgebouwen van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs dat wordt georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 19 juli 2001.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Ambtenarenzaken,
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Urgentieprogramma
voor de Schoolgebouwen van het Basisonderwijs en van het Secundair Onderwijs
dat wordt georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap,

J.-M. NOLLET